

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

## ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 42	Séance du : 4 avril 2022	Date de publication : 11 avril 2022
--	-----------------------------	--

L'an deux mille vingt-deux, le quatre avril à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 29 mars 2022, s'est réuni à la Communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

#### **PRESENTS :**

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - POUSSIN Julien - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - DEBAISIEUX Jean-François - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - JEANPIERRE Jimmy - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken.

**REPRESENTES** : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MASQUELIER Frédéric - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise donne procuration à ISEPPI Stéphane - BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - CURTI Fabrice donne procuration à MARCHAND Charles.

**NON REPRESENTES** : REGGIANI Jean-Paul - FRADJ Laurence.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. JEANPIERRE.

#### **FINANCES**

\*

#### **FIXATION DU TAUX DU VERSEMENT MOBILITE**

\*

- N° 39 -

Mme CHIODI, Vice-Présidente, expose :

La Communauté d'agglomération a adopté, par délibération n°10 du Conseil communautaire du 28 février 2000, la création du versement « Transport » pour la Communauté d'agglomération, devenu versement mobilité par la Loi d'orientation des mobilités (Loi n°2019-1428, dite LOM) promulguée le 24 décembre 2019.

Le versement mobilité est une contribution locale des entreprises employant plus de 11 salariés, implantées sur le territoire intercommunal, qui permet de financer exclusivement les dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics urbains.

La contribution est calculée sur la base des rémunérations des salariés dont l'activité, occasionnelle ou non, a lieu à l'intérieur du périmètre concerné.

Par délibération n°10 du 28 février 2000, ce taux a été fixé à 1% sur le territoire de la Communauté d'agglomération. Il est resté stable depuis lors.

Or, le service, et les coûts associés, a sensiblement évolué ces dernières années. Ainsi, au regard des nouveaux besoins exprimés par les habitants, du développement de programmes immobiliers et des nouveaux enjeux liés à la transition énergétique, la Communauté d'agglomération œuvre continuellement pour renforcer et diversifier son offre de mobilité.

Le réseau urbain Agglobus a connu un développement majeur lors du renouvellement du contrat de Délégation de Service Public en 2017, lui permettant d'atteindre 1 284 258 kilomètres commerciaux annuels. Depuis, plusieurs évolutions ont été mises en œuvre, permettant d'atteindre 1 802 738 kilomètres commerciaux en 2022, soit une augmentation de plus de 40% de l'offre urbaine et scolaire ces dernières années.

Dans une démarche d'amélioration continue, l'offre est actualisée régulièrement, permettant d'adapter le réseau aux nouveaux besoins exprimés. A ce titre, la desserte des zones d'activité a été renforcée en décembre 2017, mai 2019, juin et octobre 2021, afin d'offrir un cadencement des lignes 1, 2, 4, 10, 11 et 12 plus élevé et une meilleure connexion aux gares routières de Saint-Raphaël et Fréjus. La « clause de revoyure » du contrat de DSP, prévue cette année, amènera également une évolution de l'offre.

En respect des objectifs du Plan de Déplacements Urbains et du Plan Climat Air Energie Territorial, Estérel Côte d'Azur Agglomération œuvre également dans le développement des nouvelles mobilités. La Communauté d'agglomération a ainsi réalisé un schéma directeur vélo intercommunal. Sont également prévus le déploiement d'une offre de bornes de recharge pour véhicules électriques ou encore l'aménagement d'aires de covoiturage.

Enfin, le projet de rénovation du front de mer sur Fréjus et Saint-Raphaël intègre la création, entre le Port de Santa-Lucia et Port Fréjus, d'un transport en commun en site propre (TCSP), une innovation majeure qui aura un impact touristique, et donc économique.

Compte tenu de ces réalisations et des projets envisagés, le coût de la politique transport a sensiblement évolué ces dernières années et évoluera encore dans le court terme. Il convient de réduire l'écart croissant entre les recettes générées par le versement mobilité et le coût de la politique mobilité menée sur le territoire.

En effet, le coût global de cette politique transport sera de plus de 10 M€ en 2022 tandis que le versement mobilité a été de 5,8 M€ en 2021. Des évolutions du service sont également envisagées, notamment pour les zones d'activité. A compter de 2023 s'ajouteront aux dépenses d'investissement, les crédits nécessaires à la réalisation du TCSP puis à son fonctionnement.

L'article L.2333-67 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le taux de versement mobilité est adopté par délibération de l'organisme compétent de l'établissement public qui est l'autorité organisatrice de la mobilité.

Pour Estérel Côte d'Azur Agglomération, le taux actuel de 1% peut être modifié dans la limite de 2 %.

Selon le CGCT, sa limite est en effet de « 1,75 % des salaires définis à l'article L.2333-65 du Code Général des Collectivités Territoriales lorsque la population de la commune ou de l'établissement public de coopération est supérieure à 100 000 habitants et que l'autorité organisatrice de la mobilité a décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé ». En outre, « dans les territoires comprenant une ou plusieurs communes classées communes touristiques au sens de l'article L.133-11 du code du tourisme, le taux applicable peut être majoré de 0,2 % ». Enfin, « les communautés de communes et communautés d'agglomération ont la faculté de majorer de 0,05 % les taux maxima mentionnés aux alinéas précédents ».

Toute modification de taux entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. La délibération fixant le nouveau taux est transmise par l'autorité organisatrice de la mobilité aux organismes de recouvrement avant, respectivement, le 1<sup>er</sup> novembre ou le 1<sup>er</sup> mai de chaque année.

Au regard de l'évolution sensible du service et des coûts afférents ainsi que des projets portés par la Communauté d'agglomération, il est proposé de porter le taux du versement mobilité en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2022 à 2%.

A la suite de cet exposé,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2333-64, L.2333-65, L.2531-2 et L.5722-7,

**VU** la délibération n°10 du Conseil communautaire du 28 février 2000 portant sur la création du versement transport pour la Communauté d'agglomération,

**CONSIDERANT** qu'Estérel Côte d'Azur Agglomération développe de façon continue son offre de transport et de mobilité douce à destination des habitants, et notamment des salariés des entreprises,

**CONSIDERANT** que le coût actuel des services de mobilité est très sensiblement supérieur au montant perçu du versement mobilité,

**CONSIDERANT** que le projet de rénovation du front de mer de Fréjus et Saint-Raphaël prévoit la création d'un transport en commun en site propre (TCSP),

Le Conseil communautaire est invité à :

**FIXER** le taux de versement mobilité sur le territoire de la Communauté d'agglomération à 2%,  
à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022,

**INSCRIRE** les recettes prévisionnelles au budget principal 2022 et suivants.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

**LE CONSEIL,**

**APRES** avoir entendu l'exposé de **Mme CHIODI, Vice-Présidente,**  
**ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,**  
**APRES** en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

---

**FAIT** et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Le Président**

**Frédéric MASQUELIER**